

Bonjour et surtout, merci d'être là.

Nous le savons, la mobilisation paie.

J'aimerais vous parler de biodiversité et climat.

J'aimerais vous parler d'adaptation et de maladaptation.

J'aimerais vous parler de choix politiques.

[Crise écologique]

Au cœur de la crise climatique, il y a un système économique productiviste qui a dérégulé en moins de deux siècles le cycle du carbone, stable depuis près de 60 millions d'années – juste après les derniers dinosaures.

Vous le savez, la concentration de carbone dans notre atmosphère joue un rôle déterminant dans la régulation du climat.

Mais le carbone, c'est aussi la vie.

Présent dans la plupart des molécules du vivant, il est au cœur de la respiration, de la photosynthèse, de cette extraordinaire mécanique qui permet à la plupart des espèces — dont la nôtre — d'exister.

Le carbone relie le climat et le vivant.

Ce constat montre une chose essentielle : **la crise climatique et la crise de la biodiversité sont les deux visages d'une même crise écologique.**

Certains scientifiques parlent aujourd'hui, non plus simplement de déclin de la biodiversité, mais bien d'une **annihilation biologique.**

Je voudrais vous donner trois exemples.

1. D'abord, les insectes.

Edward Wilson, le père de l'idée de diversité biologique, disait des insectes qu'ils étaient « **ces petites choses qui font le monde** ».

Ces petites choses sont en train de disparaître.

Des études menées en Europe ont montré qu'en à peine trente ans, dans des zones protégées, **la biomasse des insectes volants a chuté de 75 %.**

75 %.

Autrement dit, pour quatre papillons que nous, quarantenaires et plus, pouvions observer il y a trente ans, nos enfants n'en voient plus qu'un.

Dans des zones protégées.

Hors de ces zones, nous le constatons toutes et tous : ils ont silencieusement, presque entièrement, disparu.

2. Deuxième exemple – vous allez sourire : les moineaux.

Je trouve leur histoire particulièrement frappante parce qu'ils représentent cette nature ordinaire, familière, qui vit à nos côtés. Cela peut paraître bête, mais pouvez-vous imaginer une journée sans apercevoir, ici ou là, un moineau ?

Dans de nombreux pays d'Europe, leurs populations s'effondrent.

En ville, ils trouvent de moins en moins les insectes dont ils se nourrissent. À la campagne, ils sont exposés aux pesticides.

3. Troisième exemple : ici, chez nous, dans le canton de Fribourg.

Selon les critères de l'UICN, **935 espèces auraient disparu depuis 1900.**

Des oiseaux. Des poissons. Des chauves-souris. Des plantes. Des insectes.

935 espèces.

Ce ne sont pas des statistiques abstraites.

Derrière chacun de ces chiffres, il y a **des relations écologiques d'un immense réseau, dont nous faisons partie et dont nous dépendons, qui disparaissent. Comme nous dépendons du climat.**

Et cette crise ne s'arrête ni au climat, ni à la biodiversité.

Elle touche aussi le cycle de l'eau douce, l'acidification des océans, les sols et les grands équilibres chimiques de la planète.

Nous constatons toutes et tous à quel point nous sommes démunis face aux dérèglements climatiques. **Mais sans forêts, sans zones humides, sans cours d'eau ni sols fonctionnels, nous serons plus vulnérables encore.**

Alors, quand nous parlons **d'étés 50 degrés**, nous ne parlons pas simplement d'un chiffre sur un thermomètre.

Nous parlons de chaleur extrême.

Nous parlons d'eau, d'air.

Nous parlons de biodiversité.

Nous parlons de nos forêts, de nos glaciers, de nos paysages.

Nous parlons de nos cultures et de notre santé.

Nous parlons des conditions mêmes qui rendent notre monde habitable.

Nous parlons de vie.

[Adaptation]

Face à ce constat, il existe encore des politiciens suisses pour se déclarer surpris ou qualifier l'urgence climatique de « **concept fumeux** ».

Mais, plus largement, quelque chose est en train de changer dans le discours politique.

On parle de plus en plus de **s'adapter** aux dérèglements climatiques, et de moins en moins de **réduire les émissions** qui les provoquent.

Ne touchons pas aux causes, continuons à polluer, à détruire : la climatisation, les technologies de stockage du CO2 et le retour prévisible du nucléaire nous préserveront des conséquences.

Les experts du GIEC qualifient ce glissement de **maladaptation**.

Plusieurs partis, opposés pendant des années à des politiques climatiques ambitieuses, militent aujourd'hui par exemple pour la généralisation de la climatisation.

Soyons clairs : **oui, il faut parfois climatiser**.

Il faut protéger les personnes vulnérables lors des canicules. Il faut garantir des conditions supportables dans les hôpitaux, les EMS, les crèches ou les écoles.

Mais il ne faut pas se tromper de stratégie.

S'adapter aux conséquences des dérèglement climatique ne doit pas signifier **accepter de laisser le climat se dérégler davantage**.

C'est une impasse.

Nous pouvons climatiser une maison.

Nous pouvons climatiser un hôpital, une école, une crèche.

Mais nous ne pouvons pas climatiser un glacier ou une forêt.

Nous ne pouvons pas climatiser nos cultures ou nos sources d'eau.

Et nous ne pouvons évidemment pas climatiser une planète entière.

Nous ne pouvons pas nous adapter indéfiniment à un climat que nous continuons nous-mêmes de dérégler.

Et quelle adaptation voulons-nous ?

Une adaptation collective qui protège tout le monde ?

Ou une adaptation à deux vitesses ?

Des villes végétalisées, avec de l'ombre et de l'eau accessibles à toutes et tous ?

Ou des villas bien isolées et climatisées avec piscine pour celles et ceux qui en ont les moyens ?

Parce que face aux canicules, tout le monde n'est pas égal.

Si le dérèglement climatique est un enjeu écologique majeur, c'est aussi une question de justice sociale existentielle.

Nous refusons qu'après la santé, le logement, l'éducation et tant d'autres besoins essentiels, **l'adaptation devienne elle aussi une affaire de moyens.**

Nous refusons un monde où celles et ceux qui en ont les moyens peuvent s'acheter de la fraîcheur, de l'ombre et de l'eau pendant que les autres subissent la chaleur.

Parce qu'un monde vraiment habitable, c'est aussi et surtout un monde juste.

[Loi climat]

Nous sommes ici aujourd'hui **pour exiger de nos autorités cantonales le respect de la loi climat.**

Cette loi a un objectif très clair. Je la cite :

« Protéger les êtres humains, les animaux, les plantes et leurs biotopes, en particulier les personnes et les écosystèmes les plus vulnérables, contre les effets nuisibles des changements climatiques. »

Le cadre légal est donc là.

Mais il faut maintenant lui donner les moyens de ses ambitions.

Le canton de Fribourg affiche environ **50 millions de francs d'investissements annuels en faveur du climat** sur la période 2020–2024.

Cela peut sembler significatif.

Mais lorsqu'on regarde dans le détail, une autre réalité apparaît.

Une partie importante correspond à des obligations légales.

Et d'autres dépenses sont comptabilisées comme investissements climatiques alors que leur contribution directe à une politique climatique est discutable — par exemple certaines aides aux améliorations foncières ou à la construction de bâtiments agricoles.

Je ne conteste pas que ces dépenses puissent être nécessaires.

Je dis simplement : **elles ne constituent pas, en elles-mêmes, un effort de politique climatique.**

Alors posons-nous la question :

Sur ces 50 millions, combien correspondent réellement à de nouvelles décisions politiques prises pour le climat ?

Là se trouve le véritable enjeu.

Parce qu'à l'heure où les canicules s'intensifient, où nos cours d'eau et nos marais s'assèchent, où nos forêts souffrent et où la biodiversité recule, **nous ne pouvons pas nous contenter de changer l'étiquette de certains investissements et de distiller les autres au compte-goutte.**

Nous devons rompre avec la politique des petits pas, nous devons changer d'échelle.

Le Plan climat estime les besoins d'investissement à **350 millions de francs par an.**

350 millions.

Et c'est précisément ce que nous demandons.

Pas des effets d'annonce ni du greenwashing.

Mais des investissements réels pour un changement d'échelle.

Dans la rénovation énergétique.

Dans les transports publics et la mobilité douce.

Dans la végétalisation de nos villes. Et ce message s'adresse aussi aux exécutifs des villes fribourgeoises qui continuent de bétonner plutôt que de végétaliser.

Dans la protection de l'eau, des sols et des zones humides.

Dans nos forêts et dans une agriculture plus résiliente.

Dans des logements qui restent habitables lorsque les températures s'envolent.

[Conclusion]

L'argent pour le climat est là. Et s'il devait manquer, nous pouvons le trouver : en priorisant autrement les dépenses publiques, en réformant notre fiscalité, en faisant des choix.

Le cadre légal est là. Et s'il devait être insuffisant, nous pouvons le renforcer, le réformer, l'améliorer.

Alors, qu'est-ce qui manque ?

C'est la volonté politique.

Le 8 novembre prochain, nous élirons au Grand Conseil et au Conseil d'État les personnes qui devront répondre à ces enjeux et faire respecter la loi climat.

Ce sont elles qui pourront décider.

Elles choisiront de réduire ou d'augmenter les crédits pour le Plan climat ou la Stratégie biodiversité.

Elles choisiront d'investir dans la revitalisation des cours d'eaux ou dans des infrastructures routières.

Elles choisiront de soutenir la transition vers une agriculture résiliente ou de maintenir sous perfusion une production agricole trop intensive en ressources.

Pour 5 ans.

Nous serons alors en 2031 et nous aurons dû réduire nos émissions de GES de moitié.

Pas d'été à 50 degrés en 2031, c'est déjà notre bulletin de vote le 8 novembre.

Alors allons marcher jusqu'à l'Hôtel de ville, mobilisons-nous, faisons-nous entendre à Fribourg, en Suisse et ailleurs.

Pas d'étés à 50 degrés !